

ANTI-CORRUPTION HELPDESK

PROVIDING ON-DEMAND RESEARCH TO HELP FIGHT CORRUPTION

LE RÔLE DE LA PASSATION DE MARCHÉS PUBLICS EN LIGNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION

Quel rôle la technologie/la passation de marchés publics en ligne joue-t-elle dans l'instauration ou l'inhibition de la transparence et de la responsabilisation et dans la réduction de la corruption lors des marchés publics ? Veuillez indiquer des exemples de bonnes pratiques/études de cas provenant d'autres régions et d'autres pays.

SOMMAIRE

1. Le rôle de la technologie dans les marchés publics
2. La passation de marchés publics en ligne peut-elle accroître la transparence et la responsabilisation et réduire la corruption ?
3. Exemples nationaux : le succès de la passation de marchés publics en ligne en Albanie, en Géorgie et en Corée du Sud
4. Bibliographie

////////////////////////////////////

Auteur(s)

Thomas Luijken ; Maïra Martini, Transparency International, tihelpdesk@transparency.org

Revu par

Dieter Zinnbauer PhD, Transparency International

Date

28 août 2014

RESUME

Les gouvernements ont de plus en plus souvent recours à la passation de marchés publics en ligne lors de l'acquisition de biens et de services, de l'attribution de marchés à des soumissionnaires, et de la gestion des contrats. Les avantages de la passation de marchés publics en ligne sont nombreux. Il s'agit notamment d'une amélioration de l'accès aux marchés et de la concurrence, de la promotion de l'intégrité, de la réduction des coûts d'information, d'un accès facilité à l'information, ainsi que d'une transparence et une responsabilisation accrues. Dans ce contexte, la passation de marchés publics en ligne peut également prévenir la corruption et en réduire les risques aux différents stades de la passation de marchés publics.

Des pays tels que l'Albanie, la Géorgie et la Corée du Sud ont amélioré leur système de passation de marchés publics et atténué les risques de corruption par la publication en ligne d'informations concernant les marchés publics, l'uniformisation et la rationalisation des procédures, ainsi qu'en facilitant le contrôle et la surveillance du cycle d'approvisionnement.

Néanmoins, l'adoption d'une réforme isolée consistant à passer les marchés publics en ligne a peu de chances d'engendrer des résultats positifs et transformateurs. Les pays doivent investir dans un cadre juridique cohérent, la formation et des capacités de surveillance pour faire exploiter au maximum les avantages potentiels de la passation de marchés publics en ligne en matière de réduction de la corruption.

1. LE ROLE DE LA TECHNOLOGIE DANS LES MARCHES PUBLICS

Les risques de corruption lors de la passation de marchés publics

La passation de marchés publics est un domaine opérationnel qui comporte des risques élevés de corruption du fait que les montants importants engagés ainsi que la grande discrétion et la lourdeur bureaucratique courantes incitent à la recherche de rentes et la facilitent (Transparencia Mexicana 2012). L'OCDE estime les sommes perdues en raison de la corruption à 20 à 25 pour cent des budgets consacrés aux achats publics (OCDE 2013).

Outre la perte financière subie, la corruption qui grève les marchés publics fausse la concurrence, nuit à la qualité et à la sécurité des projets et achats publics, et mine la confiance que la société place en son gouvernement (Transparency International 2014).

Utilisation de la technologie dans les marchés publics

Les gouvernements du monde entier utilisent de plus en plus souvent les technologies de l'information et de la communication dans le cadre de la réforme des marchés publics. Les gouvernements ont recours à la passation de marchés publics en ligne pour réaliser des tâches liées aux marchés publics, telles que l'acquisition de biens et de services et l'attribution de marchés à des soumissionnaires (Neupane et al. 2014). Elle est définie comme « l'utilisation de tout système d'information inter-organisations basé sur Internet qui automatise et intègre des éléments du processus de passation des marchés afin d'améliorer l'efficacité, la transparence et la responsabilisation du secteur public au sens large » (Vaidya 2007).

Il existe plusieurs types de passation de marchés publics en ligne, notamment les appels d'offres en ligne, les enchères en ligne, et les bases de données de gestion des contrats (OCDE 2011). Chacun de ces types vise à prévenir des problèmes qui concernent aussi la corruption aux différents stades

du processus de passation des marchés : (i) le processus d'attribution de marchés, qui va de l'évaluation initiale des besoins, de l'attribution du budget et de l'étude de marché initiale à la préparation de l'offre ; (ii) l'évaluation des propositions ; et (iii) l'attribution des marchés.

D'une manière générale, l'application de systèmes de passation de marchés publics en ligne attire l'attention pour diverses raisons, dont la principale est son potentiel d'amélioration de l'efficacité et de la qualité et d'accroissement de la vitesse des processus de passation de marchés.

Cette réponse analyse le rôle de la passation de marchés publics en ligne dans le renforcement de la transparence et de la responsabilisation et dans la réduction de la corruption, et elle fournit un aperçu de la façon dont la passation de marchés publics en ligne a été conçue et mise en œuvre dans trois contextes différents.

2. LA PASSATION DE MARCHES PUBLICS EN LIGNE PEUT-ELLE ACCROITRE LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILISATION ET REDUIRE LA CORRUPTION ?

La littérature souligne plusieurs avantages apportés par la passation de marchés publics en ligne, tels qu'une amélioration de l'accès aux marchés et de la concurrence, la promotion de l'intégrité, la réduction des coûts d'information, un accès facilité à l'information, ainsi qu'une transparence et une responsabilisation accrues. En ce qui concerne la corruption, Schapper (2007) insiste : « dans le cadre de la lutte contre la corruption, la force de la passation de marchés publics en ligne réside dans cette capacité à grandement limiter les coûts et à rendre l'information beaucoup plus accessible, ainsi qu'à automatiser les pratiques sujettes à la corruption. »

Néanmoins, la mesure dans laquelle l'utilisation de la technologie aux fins des marchés publics entraîne effectivement une diminution de la corruption et un renforcement de la responsabilisation dépend d'une série d'autres facteurs, dont l'existence d'un cadre juridique clair pour les marchés publics, qui soutient

la vision et les objectifs de la passation de marchés publics en ligne ; la formation efficace à la fois des fonctionnaires et des entreprises ; des initiatives de sensibilisation visant à développer le contrôle civique ; ainsi qu'un contrôle et des services de répression forts qui exploitent les informations disponibles pour enquêter et réprimer la corruption et la mauvaise gestion tout au long du processus de passation des marchés publics.

L'adoption d'un système de passation de marchés publics en ligne en tant que réforme isolée a peu de chances d'engendrer des résultats positifs et transformateurs. La transparence et la responsabilisation doivent être inscrites dans les spécifications et la conception de la passation de marchés publics en ligne afin de permettre une analyse significative des informations générées. Par exemple, la passation de marchés publics en ligne doit permettre, d'une part, de préparer des rapports de gestion et d'audit significatifs, et d'autre part, le suivi des actions et des décisions des individus tout au long du cycle d'approvisionnement (Schapper 2007).

Dans ce cadre, lorsqu'elle est bien conçue et bien mise en œuvre, la passation de marchés publics en ligne renforce généralement la transparence dans le secteur public, et elle peut renforcer la responsabilisation et réduire au minimum les risques de corruption (OCDE 2008).

L'uniformisation et l'automatisation des procédures

Les dossiers d'appel d'offres non uniformisés peuvent laisser la place à la manipulation et rendre opaque la prise de décision. Afin de limiter les possibilités de corruption, il est essentiel que les procédures administratives et les décisions adoptées respectent scrupuleusement la loi, qu'elles soient transparentes, et que le pouvoir décisionnel discrétionnaire soit limité (Transparency International 2014).

La passation de marchés publics en ligne peut y contribuer pour peu qu'elle soit mise en œuvre de telle sorte que les règlements et procédures soient

uniformisés et cohérents, ce qui renforce la prévisibilité et qui facilite l'accès aux dossiers d'appel d'offres et aux informations relatives à la procédure. Par exemple, l'uniformisation suivie de l'automatisation des étapes fondamentales de la procédure d'appel d'offres, comme la diffusion de formulaires et l'acceptation des dossiers, limite les possibilités de manipulation de la procédure, ou de recherche de pots-de-vin et de dessous-de-table, par des fonctionnaires.

Non seulement l'automatisation des processus et des procédures diminue le risque de manipulation, mais elle peut également réduire le nombre de rencontres entre les soumissionnaires potentiels et les fonctionnaires, réduisant d'autant plus les occasions de corruption (Pictet & Bollinger 2008). Par exemple, en Géorgie, avant l'adoption de la passation de marchés publics en ligne, les soumissionnaires devaient se rendre environ cinq fois en personne auprès des entités chargées des marchés publics, dans un système que le gouvernement géorgien lui-même qualifie de très inefficace et sujet à la corruption. Grâce à l'adoption de la passation de marchés publics en ligne, les soumissionnaires peuvent accéder à tous les documents, soulever des questions et déposer leur offre en ligne, et seul le soumissionnaire retenu doit se rendre auprès de l'organisme responsable des marchés publics afin de signer le contrat (Agence des marchés publics de l'État géorgien 2012).

Dans l'État indien de l'Andhra Pradesh, la passation de marchés publics en ligne a renforcé la transparence et réduit la dépendance des soumissionnaires à l'égard des fonctionnaires pour accéder aux dossiers d'appel d'offres et soumettre leurs offres, ce qui a contribué à rendre moins arbitraire l'application des règlements et à faire régresser la corruption (Bikshapathi & Raghuvver sans date).

En outre, l'uniformisation, la cohérence et la possibilité d'accéder aux dossiers et de soumettre une offre en ligne limitent la bureaucratie, le temps nécessaire et les coûts. Les entreprises peuvent ainsi être moins tentées de recourir à la corruption pour accélérer la procédure et contourner les goulets

d'étranglement bureaucratiques afin de participer aux appels d'offres publics (Martini 2012).

Les occasions de corruption lors d'achats plus simples par les gouvernements, comme l'achat d'équipement et de matériel de bureau, peuvent aussi être limitées par l'adoption de solutions électroniques telles que les catalogues en ligne ou les achats en ligne.

Il existe des outils permettant l'uniformisation et l'automatisation de procédures qui étaient auparavant menées différemment, de façon opaque, et qui permettent une comparaison plus juste des prix et des fournisseurs. Par exemple, dans le cadre du système de passation de marchés publics en ligne de la Corée du Sud, le gouvernement a créé un espace d'achats en ligne au sein duquel les organismes publics peuvent aisément acheter, en toute transparence, plus de 23 000 produits, dont des fournitures de bureau, qui ont fait l'objet d'un précontrat (Iqbal & Seo 2008).

Améliorer l'accès à l'information

L'un des principaux avantages des systèmes de passation de marchés publics en ligne mis en évidence par la littérature est l'accessibilité améliorée aux documents et informations importants. Une transparence accrue et un accès facilité à l'information contribuent à l'équité, à l'efficacité et à une saine concurrence, et réduisent les possibilités de corruption (Transparency International 2014).

Au Portugal, le [Portail national de passation de marchés publics en ligne](#) permet de télécharger le dossier d'appel d'offres et toutes les spécifications gratuitement. En outre, ce portail publie automatiquement les annonces d'appels d'offres publics, permet de recourir à des procédures publiques ou restreintes, reçoit les questions des fournisseurs et gère l'ensemble de la communication et des échanges d'informations en ligne (OCDE 2007).

Au Chili, le système de passation de marchés publics en ligne ChileCompra est utilisé pour permettre aux fonctionnaires du gouvernement et aux citoyens de

comparer les coûts des offres soumises et des services achetés par le gouvernement. La transparence accrue et l'accès amélioré à l'information ont permis au gouvernement d'économiser environ 150 millions de dollars US par an en empêchant la fixation de prix ou l'acceptation de prix trop élevés par des fonctionnaires corrompus et des sous-traitants (Bertot et al. 2010).

Renforcer la concurrence et éviter la connivence

Comme mentionné plus haut, la transparence accrue des procédures de passation des marchés publics peut influencer le niveau de concurrence sur le marché, comme le nombre et la qualité des soumissionnaires. C'est pourquoi un système de passation de marchés publics en ligne peut résoudre plusieurs problèmes souvent identifiés par les entreprises qui souhaitent participer aux procédures de passation des marchés publics, tels que le favoritisme, par lequel des informations protégées par le secret professionnel sont transmises à une firme liée à un fonctionnaire responsable des achats, ou en accord avec celui-ci (Amaral, Saussier, Yvrande-Billon 2009). Des recherches ont montré que la passation de marchés publics en ligne, la transparence et la facilité d'accès à l'information favorisaient la participation de firmes « honnêtes » (Boehm & Olaya 2006).

Par exemple, une étude analysant les travaux publics attribués par le biais de la passation de marchés publics en ligne en Inde et en Indonésie a montré que la passation de marchés publics en ligne contribuait à attirer des soumissionnaires de meilleure qualité. Le prix payé par le gouvernement n'était pas moins élevé, mais la qualité des services achetés en était nettement améliorée (Lewis-Faupel et al. 2014).

Des études ont également démontré qu'en contribuant à la transparence, la passation de marchés publics en ligne avait entraîné une augmentation du nombre moyen de soumissionnaires au Japon, de 8,2 enchérisseurs lors des pratiques discrétionnaires à 13,7 soumissionnaires lors du recours à la passation de marchés publics en ligne (Balsevich et al. 2011),

et en Géorgie, de 1,75 soumissionnaire en 2011 à 2,11 pour la première moitié de 2013 (site Internet de l'Agence des marchés publics de l'État géorgien).

Le fait qu'un faible nombre de soumissionnaires réponde à un appel d'offres public est considéré comme fortement corrélé à un risque de corruption et de connivence (drapeau rouge) (Transparency International 2014). C'est pourquoi si davantage de firmes participent à la procédure de passation d'un marché public, on s'attend à de moindres risques de corruption (Balsevich et al. 2011).

Faciliter la surveillance des contrats

Après l'attribution du marché, les risques de corruption et de mauvaise gestion sont encore nombreux. Les spécifications du contrat peuvent être modifiées par des fonctionnaires à l'avantage du fournisseur qui a emporté le marché, les factures peuvent ne pas être payées à temps, le service fourni peut ne pas correspondre aux spécifications originales (par ex. par des matériaux de mauvaise qualité), il peut y avoir un retard dans la fourniture des biens et un dépassement des coûts prévus, etc. (Transparency International 2014).

Un système de passation des marchés publics en ligne comprenant des solutions de gestion des contrats peut contribuer à résoudre certains de ces problèmes. En mettant l'information à la disposition d'un plus grand nombre de fonctionnaires, des agences de contrôle et du grand public, la passation de marchés publics en ligne peut dissuader la corruption (car les fonctionnaires ou entreprises corrompus peuvent craindre de se faire prendre), et elle facilite certainement la collecte des informations et le contrôle de l'exécution des contrats.

Par exemple, une étude de la mise en œuvre de la passation de marchés publics en ligne au Royaume-Uni a mis en évidence un des avantages de l'utilisation de la technologie pour la passation de marchés publics dans ce pays : un respect renforcé des contrats existants (Croom & Jones 2007).

Néanmoins, tous les systèmes de passation de

marchés publics en ligne ne divulguent pas les contrats signés et ne fournissent pas des informations en ligne concernant l'exécution des contrats. De plus, dans de nombreux pays, les clauses de confidentialité empêchent la divulgation des informations relatives aux marchés conclus.

L'initiative [Open Contracting](#) appelle les gouvernements à publier sur Internet les contrats et toutes les informations les concernant. Parmi les pays qui ont récemment réformé leur système de passation de marchés publics en ligne afin d'inclure les données relatives aux contrats se trouve le Portugal. En 2012, le gouvernement portugais a décidé de publier sur Internet tous les contrats relatifs à tous les types de procédures, y compris les contrats eux-mêmes (Rosa 2012).

Renforcer les capacités de contrôle et d'audit

D'après Neupane et al. (2012), la passation de marchés publics en ligne est particulièrement importante pour améliorer les capacités de piste d'audit du gouvernement, ce qui peut à son tour contribuer à accroître la transparence et la responsabilisation et à détecter la corruption.

Les systèmes électroniques peuvent permettre la détection et la prévention de la corruption dans le cadre de marchés publics si les données relatives aux appels d'offres, aux soumissionnaires et aux entreprises contractantes sont recueillies et stockées de manière structurée et accessible en vue de leur examen et de leur analyse. Par exemple, ces données pourraient permettre un contrôle ex-ante et une analyse ex-post des indicateurs de corruption (par ex. le nombre de contrats conclus avec le même soumissionnaire et le nombre de soumissionnaires), et des techniques d'analyse par exploration des données pourraient servir à détecter les anomalies dans les données, révélant les cas potentiels de fraude ou de corruption (PriceWaterhouseCoopers 2013).

Toutefois, ceci dépendra de l'existence d'un organisme de contrôle ou d'audit qui fonctionne correctement, qui dispose de ressources suffisantes et qui utilise les informations disponibles pour réaliser des audits de performance et des vérifications effectuées au hasard en plus des contrôles formels.

Néanmoins, il semble que ce potentiel que présente la passation de marchés publics en ligne soit plutôt sous-exploité dans de nombreux pays. Un rapport de PriceWaterhouseCoopers (2013) montre que bien que la majorité des pays de l'Union Européenne disposent de bases de données centrales et/ou locales pour les marchés publics, seule la moitié les interroge pour identifier les tendances inhabituelles, et seuls quelques pays mettent au point ou utilisent des indicateurs qui font ressortir les cas potentiels de corruption. De même, seuls trois pays disposent d'une plate-forme de passation de marchés publics en ligne contenant un module conçu pour détecter la corruption.

Renforcer la responsabilisation horizontale

La passation de marchés publics en ligne peut aussi multiplier et améliorer les occasions pour les citoyens, les médias, la société civile et même les soumissionnaires de surveiller les marchés publics (Transparency International 2014).

Les médias, les universités et la société civile exploitent les données disponibles sur les portails de passation de marchés publics en ligne pour enquêter et révéler les cas de corruption potentiels. Par exemple, Transparency International Slovakia a créé un portail sur Internet pour rendre plus accessibles les informations publiées par le gouvernement slovaque et encourager le contrôle social. Ce portail permet la comparaison de données et la recherche d'informations quant aux procédures de passation des marchés. Les informations peuvent être filtrées par acquéreur, fournisseur, secteur, région, type de procédure de passation de marché, critère et date. Dans ce contexte, le portail constitue aussi un outil important pour l'analyse du degré de concurrence ou de la concentration du marché. Par exemple, d'après des recherches menées par Transparency International Slovakia, fondées sur les informations disponibles sur le site Web, en 2011, 43 pour cent des appels d'offres du pays n'ont attiré qu'une seule offre (Transparencia Mexicana 2012).

Néanmoins, des études montrent également que le simple fait de publier des informations sur Internet ne permet pas toujours un contrôle social efficace des dépenses publiques. Par exemple, en République tchèque, le gouvernement publie les

données sur Internet dans un format qui rend la visualisation et l'extraction de données agrégées par les citoyens très difficiles, entravant ainsi toute analyse ou enquête significative (Chvalková & Skuhrovec 2010).

3. EXEMPLES NATIONAUX : LE SUCCES DE LA PASSATION DE MARCHES PUBLICS EN LIGNE EN ALBANIE, EN GEORGIE ET EN COREE DU SUD

Cette section étudie trois exemples de systèmes de passation de marchés publics en ligne qui sont considérés comme des réussites, à savoir les systèmes de la Géorgie, de l'Albanie et de la Corée du Sud.

Albanie

En 2008, dans le cadre d'un projet de réforme de la gouvernance électronique, l'Albanie a introduit une plate-forme de passation de marchés publics en ligne. Au cours de la première année, considérée comme la phase de test pendant laquelle le système n'avait qu'une capacité limitée, un nombre réduit d'organismes publics a utilisé ce système.

La phase pilote a été jugée concluante, et dès janvier 2009 tous les appels d'offres d'une valeur minimale de 3500 € (4600 USD) ont été lancés par ce système. L'introduction de ce système de passation de marchés publics en ligne était motivée par un fort engagement politique, au niveau ministériel, à combattre la corruption, et par la volonté de renforcer la transparence dans les marchés publics en Albanie. En 2010, ce système a reçu le Prix de la fonction publique décerné par les Nations Unies dans la catégorie Amélioration de la transparence, responsabilisation et réactivité du service public. Un autre élément capital pour la réussite de la mise en œuvre du système de passation de marchés publics en ligne fut l'organisation de formations appropriées portant sur l'utilisation du système. À cet égard, deux modules de formation, l'un pour l'administration publique et l'autre pour les entreprises, ont été préparés (Kashta 2012).

Caractéristiques principales

Voici les principales caractéristiques de la plateforme albanaise de passation de marchés publics en ligne (Kashta 2012, Agence albanaise pour les marchés publics 2011) :

- un marché électronique qui permet à tous les fournisseurs enregistrés de visualiser tous les appels d'offres publics
- la disponibilité en ligne de l'ensemble des dossiers d'appel d'offres, de l'avis de marché à la notification du soumissionnaire retenu et à la notification du contrat conclu
- un mécanisme qui ne permet au pouvoir adjudicateur de visualiser et d'analyser les offres qu'après que le contrat définitif a été conclu
- deux serveurs distincts pour le stockage des données. Une copie de toutes les données traitées par le système est stockée sur un deuxième serveur, appelé la boîte noire. Les administrateurs habituels du système n'ont pas accès à cette boîte noire, mais bien les autorités de contrôle. Ceci élimine pratiquement le risque que les administrateurs qui ont accès aux données au sein du système de passation de marchés publics en ligne ne modifient ces données.
- la génération automatique d'un rapport qui synthétise toutes les phases de la procédure d'appel d'offres

Impact

L'introduction du système de passation de marchés publics en ligne en Albanie a engendré des résultats positifs à différents égards. La concurrence a augmenté pour passer d'une moyenne de 2,3 soumissionnaires par appel d'offres à 7,7 soumissionnaires par appel d'offres, tandis que les coûts ont baissé pour toutes les parties. Les économies de coûts opérationnels réalisées pour la gestion du système de passation de marchés publics se sont élevées à 15 pour cent pour l'année 2009,

12 pour cent pour 2010 et 20,1 pour cent pour 2011, par rapport aux coûts liés à la gestion du système sur support papier (Agence albanaise pour les marchés publics 2009, 2010, 2011).

Une étude réalisée auprès des entreprises qui ont soumis une offre avant et après l'introduction de ce nouveau système a conclu que 81 pour cent de ces entreprises ont constaté une diminution des coûts liés au dépôt des offres après 2009. Soixante-et-onze pour cent des personnes qui ont répondu à l'enquête ont affirmé avoir mis fin aux contacts personnels avec les fonctionnaires après l'introduction de ce système, et que l'ensemble de la communication passait par le nouveau système de passation de marchés publics en ligne (Kashta 2012).

Défis

Malheureusement, la proportion d'appels d'offres qui échappe au système de passation de marchés publics en ligne reste importante. Le nombre de procédures non publiées, négociées, a légèrement augmenté en 2012, représentant 26,4 pour cent de toutes les procédures et 14 pour cent de la valeur totale des appels d'offres. Cette tendance s'est poursuivie au cours du premier semestre 2013 (Commission européenne 2013). De plus, 7 pour cent des entreprises ont affirmé qu'elles comptaient toujours sur les contacts personnels pour conclure des contrats (Kashta 2012).

En outre, les marchés et concessions publics constituent toujours l'un des principaux secteurs où ont lieu de graves irrégularités financières. L'institution de contrôle a fait savoir en mars 2013 que les infractions en matière de marchés publics commises tant par les autorités centrales que locales pour la période 2008-2011 avaient fait perdre 3,1 millions d'euros (4,07 millions de dollars US) à l'État (Commission européenne 2013). La Commission européenne a conclu que l'agence pour les marchés publics et le pouvoir adjudicateur devaient être renforcés, de sorte que la législation récente soit appliquée de manière efficace.

Géorgie

En 2010, le gouvernement géorgien a pris la décision d'introduire un nouveau système de passation de marchés publics en ligne dans le but de simplifier le processus des marchés publics et de renforcer la transparence en enregistrant tous les aspects du processus de passation de marchés.

Cette plate-forme est souvent citée comme exemple de bonne pratique (Transparency International Georgia 2013), et elle est considérée comme l'une des meilleures au monde, d'après les Nations Unies (Nations Unies Réseau d'information en ligne des Nations Unies sur l'administration 2012).

Caractéristiques principales

Voici les principales caractéristiques de cette plate-forme de passation de marchés publics en ligne (Huter & Chanturia 2014) :

- des informations relatives aux dossiers d'appel d'offres individuels, aux documents déposés par les soumissionnaires, aux soumissionnaires participants, à leurs offres, et à tous les contrats conclus et modifiés
- un mécanisme de clarification par lequel les soumissionnaires peuvent poser des questions/introduire des demandes de clarification concernant les appels d'offres et recevoir une réponse électronique dans un bref délai
- une « liste blanche » des entreprises qui ont été considérées comme fiables par le passé
- une « liste noire » des entreprises, sur laquelle figurent toutes les entités juridiques auxquelles il a été interdit de conclure un contrat avec le secteur public
- un mécanisme de recours intégré, par lequel les soumissionnaires peuvent introduire un recours contre un appel d'offres particulier
- la résolution électronique des différends, par laquelle les recours introduits par les soumissionnaires sont examinés par le

Conseil d'examen, qui comprend un représentant de Transparency International Georgia. Tous les recours et toutes les décisions prises par le Conseil sont disponibles sur le portail.

Impact

La plate-forme de passation de marchés publics en ligne a contribué à simplifier les procédures de passation des marchés, à renforcer la concurrence, à limiter le pouvoir discrétionnaire des responsables des achats, à renforcer la transparence et, partant, à réduire les occasions de corruption. D'après l'Agence pour la concurrence et les achats (2012), en 2012 des économies de plus de 142 millions de dollars US ont été réalisées grâce à ce nouveau système.

De plus, ce nouveau système a joué un rôle important dans le renforcement du rôle de la société civile et des médias en ce qui concerne le contrôle du processus des marchés publics. Par exemple, Transparency International Georgia recueille les informations publiées sur le portail consacré à la passation de marchés publics en ligne et les publie sur un autre site Internet (tendermonitor.ge), de manière conviviale, de sorte que la population puisse chercher, contrôler et analyser les contrats conclus (Huter & Chaturian 2014).

Défis

Bien que cette plate-forme ait entraîné des améliorations significatives pour le système des marchés publics du pays, il reste à combler une lacune importante. La loi sur les marchés publics prévoit de nombreuses exceptions permettant à des marchés d'être adjugés en dehors de la plate-forme électronique (Huter & Chanturia 2014).

D'après Transparency International Georgia, en 2012, des contrats pour une valeur de plus de 458 millions de dollars US ont été adjugés selon des procédures opaques et sans concurrence, du fait de leur approbation particulière par le président et le gouvernement. Dans l'ensemble, en 2012, environ 45 pour cent de l'ensemble des marchés publics ont été adjugés par des procédures de marchés publics simplifiées sans concurrence, et 55 pour cent environ ont été adjugés par la plate-forme de passation de

marchés publics en ligne (Transparency International Georgia 2013).

Corée du Sud

La Corée du Sud dispose de l'un des systèmes de passation de marchés publics en ligne les plus complets au monde, et elle est souvent citée comme exemple de bonne pratique. Le système actuel de passation de marchés publics en ligne (KONEPS) a été mis au point en 2002 dans le cadre du projet Cyber Corée 21.

En 2003, ce système s'est vu décerner le Prix de la fonction publique par les Nations Unies et en 2004, l'ONU l'a choisi comme modèle de bonne pratique. Depuis lors, ce système a été exporté vers de nombreuses économies en développement, dont le Viet Nam et le Costa Rica.

Caractéristiques principales

Voici les principales caractéristiques du système de passation de marchés publics en ligne KONEPS (Gun Lim, Kim & Bae Lee 2008) :

- la publication de l'ensemble des appels d'offres des institutions publiques, aussi bien nationales que locales
- un mécanisme de transfert de fonds en temps réel et la gestion des paiements généraux, des paiements effectués par le gouvernement et des paiements effectués par les banques commerciales
- l'inscription des utilisateurs. Ce système sert à l'inscription des utilisateurs (acheteurs/fournisseurs), au dépôt des offres, à l'enregistrement des questions et à l'information par l'approbateur, et il gère les utilisateurs et les approbateurs ainsi que les entreprises impliquées dans des pratiques déloyales. En outre, il met constamment à jour sa base de données, de sorte que les soumissionnaires écartés sont immédiatement exclus et incapables de participer aux procédures de passation des marchés.

- un système d'analyse de la corruption est mis en place, et les cas suspects font l'objet d'une enquête menée par la Commission pour la loyauté des échanges. Un système de récompenses a également été instauré, lequel offre 10 000 USD aux personnes qui dénoncent les pratiques de corruption.

Impact

En 2012, le KONEPS a été utilisé par 44 000 entités publiques et 228 000 fournisseurs, ce qui en fait l'un des plus vastes systèmes de commerce électronique du monde. Ce système permet au secteur public d'économiser chaque année 1,4 milliard de dollars US, et au secteur privé 6,6 milliards de dollars US, par rapport à l'utilisation du système sur support papier. La durée du traitement des offres, de leur réception à leur validation et au choix de l'offre retenue, est passée d'une moyenne de 30 heures à seulement 2 heures (Service des marchés publics de la Corée du Sud).

Néanmoins, le principal avantage de ce système est la transparence qu'il apporte aux marchés publics (Shin & Park). Ce système combat efficacement les facteurs potentiels de corruption, comme les relations entre les responsables des achats et le personnel des entreprises privées.

4. BIBLIOGRAPHIE

Amaral, M., Saussier, S., Yvrande-Billon, A. 2009. "Auction Procedures and Competition in Public Services: The Case of Urban Public Transport in France and London." *Utilities Policy*, vol 17, pp. 166–175

American Chamber of Commerce in Albania. 2010. *Monitoring the usage of the E-procurement System*. <http://www.amcham.com.al/downloads/raporti-en.php>

Balsevich et al. 2011. *Information Transparency in Public Procurement: How it works in Russian Regions*. National Research University

Bertot, J. et al. 2010. *Using ICTs to Create a Culture of Transparency: E-government and Social Media as Openness and Anti-corruption Tools for Societies*.

Bikshapathi, K. and Raghuveer, P. No year. *Implementation of E-procurement in the Government of Andhra Pradesh: A Case Study*.

- Boehm, F. and Olaya, J. 2006. "Corruption in Public Contracting Auctions: The Role of Transparency in Bidding Processes." *Annals of Public and Cooperative Economics*, 2006, vol. 77, № 4, pp, 431–452
- Croom, S. and Brandon-Jones, A. 2007. "Impact of e-Procurement: Experiences from Implementation in the UK Public Sector." *Journal of Purchasing & Supply Management*.
<http://opus.bath.ac.uk/20338/>
- Chvalkovská, J. and Skuhrovec, J. 2010. *Measuring transparency in public spending: Case of Czech public e-procurement information system*
- De Boer, L., Harink, J., Heijboer, G. 2001. *A Model for Assessing the Impact of Electronic Procurement Forms*. The 10th International Annual IPSERA Conference.
- European Commission. 2013. *Albania 2013 Progress Report*.
http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/key_documents/2013/package/al_rapport_2013.pdf#
- Gun Lim, G., Kim, R. B. and Lee, H. B. 2008. *Public E-procurement: The Korean On-Line E-Procurement System KONEPS*. 3rd International Public Procurement Conference Proceedings.
- Huter, M. and Chaturian, G. 2014. *OpenGov Voices: How Georgia is Handling Procurement Transparency*.
- Iqbal, M. and Seo, J. 2008. *E-governance as an Anti-corruption Tool: Korean Cases*. Korean Local Information, 11(2) 51-78.
- Georgian State Procurement Agency 2012. *E-procurement in Georgia: Everyone sees everything*.
http://procurement.gov.ge/index.php?lang_id=ENG&sec_id=8
- International Comparative Legal Guide. *Albania, Public Procurement*.
<http://www.iclg.co.uk/practice-areas/public-procurement/public-procurement-2014/albania>
- Kashta, R. 2012. *E-Procurement System in Albania, Impact and Lessons Learned*. University of Tirana.
- Lewis-Faupel et al 2014. *Can Electronic Procurement Improve Infrastructure Provision? Evidence from Public Works in India and Indonesia*.
<http://economics.mit.edu/files/9781>
- Martini, M. 2012. *Best Practice in Reducing Bureaucracy and Corruption*. Anti-Corruption Helpdesk Answer.
http://www.transparency.org/whatwedo/answer/best_practi
- [ces_in_reducing_bureaucracy_and_corruption](http://www.transparency.org/whatwedo/answer/transparency_in_budget_execution)
- Martini, M. 2014. *Transparency in Budget Execution*. Transparency International.
http://www.transparency.org/whatwedo/answer/transparency_in_budget_execution
- Neupane, A., Soar, J., Viadya, K. and Yong, J. 2012. *Role of Public E-Procurement Technology to Reduce Corruption in Government Procurement*. 2012 International Public Procurement Conference.
- Neupane, A. 2014. *Anti-Corruption Capabilities of Public E-Procurement Technologies: Principal-Agent Theory*.
- OECD. 2007. *Integrity in Public Procurement: Good Practice from A to Z*.
<http://www.oecd.org/development/effectiveness/38588964.pdf>
- OECD. 2008. *Fighting Bribery in Public Procurement in Asia-Pacific*. Accessed 21 July 2011.
<http://www.oecd.org/site/adboecdanti-corruptioninitiative/40838411.pdf>
- OECD. 2011. *Public Procurement, e-Procurement*. SIGMA Brief 17
http://www.sigmaweb.org/publications/EProcurement_2011.pdf
- OECD. 2013. *Implementing the OECD Principles for Integrity in Public Procurement*.
- Pictet, J & Bollinger, D 2008. *Extended use of the cards procedure as a simple elicitation technique for MAVT. Application to public procurement in Switzerland*, European Journal of Operational Research, vol. 185, no. 3, pp. 1300-7
- PricewaterhouseCoopers. 2013. *Identifying and Reducing Corruption in Public Procurement in the EU*
- Public Procurement Agency Albania. 2009. *Annual Report 2009*. Retrieved August 2014, available at:
<https://app.gov.al/ep/ReportsMonitorings.aspx>
- Public Procurement Agency Albania. 2010. *Annual Report 2010*. Retrieved August 2014, available at:
<https://app.gov.al/ep/ReportsMonitorings.aspx>
- Public Procurement Agency Albania. 2011. *Annual Report 2011*. Retrieved 08.2014, available at:
<https://app.gov.al/ep/ReportsMonitorings.aspx>
- Public Procurement Service. 2012. *E-Procurement Experience in Korea: Implementation and Impact*. Presentation. The Republic of Korea.

http://ec.europa.eu/internal_market/publicprocurement/docs/eprocurement/conferences/speeches/ho-in-kang_en.pdf

Rosa, I. 2012. The Case of E-procurement in Portugal.
<http://www.eesc.europa.eu/resources/docs/rosax.pdf>

Schapper, P. R. 2007. *Corruption and Technology in Public Procurement*. World Bank report.

Shin, G.C. and Park, M.S. 2004. *Learning from the Award-winning Korean Public Procurement Service*. 89th Annual International Supply Management Conference.

Transparency International. 2014. *Curbing Corruption in Public Procurement: A Practical Guide*.
http://www.transparency.org/whatwedo/pub/curbing_corruption_in_public_procurement_a_practical_guide

Transparencia Mexicana. 2012. *A New Role for Citizens in Public Procurement*. Citizens & Markets initiative.

Transparency International Georgia. 2013. "Georgia's E-procurement Platform is One of the Most Transparent in the World but Because of Loopholes, Too Many Contracts Bypass the System."
<http://transparency.ge/en/node/3117>

Transparencia Mexicana, 2012. *A New Role for Citizens in Public Procurement*. <http://www.tm.org.mx/a-new-role-for-citizens-in-public-procurement-2/>

United Nations Public Administration Network. 2012. "Georgian Electronic Government Procurement (Ge-GP) System Has Been Recognized As One of the Best Worldwide."
<http://www.unpan.org/Regions/AsiaPacific/PublicAdministrationNews/tabid/115/mctl/ArticleView/ModuleId/1467/articled/31880/Default.aspx>

Vaidya, K. 2007. *Electronic Procurement in the Australian Public Sector: The Organisational Assimilation Process and Its Impact on Public Procurement Performance*. University of New England.

Vaidya, K. and Hyde, M. 2007. *Inter-Organisational Information Systems Assimilations: An Empirical Evaluation in Light of the Diffusion of Innovation Theory*. International Journal of Business Information Systems.

« Les réponses du Helpdesk anti-corruption constituent des notes de synthèse réalisées sur demande à destination des personnes et organisations travaillant dans le secteur du développement. Elles sont basées sur des informations publiquement disponibles et proposent un état des lieux de la recherche sur un sujet précis. Elles ne reflètent pas nécessairement la position officielle de Transparency International. »